



Attac Québec
Action citoyenne pour la justice
fiscale, sociale et écologique



DÉCLARATION : « 25% *minimum* : un engagement politique pour une imposition juste des multinationales »

L'actualité des dernières semaines démontre que la question de l'imposition juste des multinationales est un sujet qui inquiète les électrices et électeurs canadiens.

Pendant qu'un mouvement de résistance face à l'action des géants complices de la politique du président Trump se lève à travers le pays, **les Canadiennes et Canadiens s'interrogent sur les conséquences de l'impunité des multinationales en matière fiscale sur la pérennité du modèle social canadien.**

La société civile alerte depuis de nombreuses années le gouvernement canadien quant aux pratiques d'évitement fiscal à grande échelle des sociétés multinationales. Au cours des dernières décennies, les experts ont observé à travers les pays développés une baisse importante de la contribution des multinationales aux trésors publics. Au Canada, la situation a atteint un état critique, alors que **le taux effectif moyen d'imposition des multinationales canadiennes opérant au pays a atteint le seuil historiquement bas des 9,4 %**, soit plus de 17 % en deçà du taux statutaire fédéral-provincial moyen (26,6%).

L'imprévisibilité de la situation économique actuelle met au jour la fragilité du filet social dont nous avons hérité. Le gouvernement canadien dispose de marges de manœuvre budgétaires réduites, qui laissent douter de sa capacité à continuer de soutenir notre modèle social face à la tempête qui s'annonce. Un nouvel élan de solidarité est nécessaire, qui passe par une contribution plus adéquate des contribuables corporatifs au pot commun.

Nous demandons à votre parti politique de lutter contre l'évitement fiscal et le recours aux paradis fiscaux, en vue d'une imposition plus juste des profits des multinationales œuvrant au pays, qui fixerait leur taux effectif de contribution à un minimum de 25 %.

Si votre parti appuie cette position de principe, **nous vous demandons de nous le signifier officiellement avant le 24 avril** afin de démontrer votre volonté d'appliquer une fiscalité plus juste, et ce dans le but de renforcer les services publics pour tous. La déclaration et les logos des partis qui l'appuient seront révélés publiquement dans les derniers jours de la campagne électorale fédérale.

Votre logo :